



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.479/4
du 2 juin 2022

advies 71.479/4
van 2 juni 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal
'déterminant les modalités
d'application du
remboursement des avoirs
éventuels dans le cadre des
articles 11, § 7, al. 6 et 111/2,
§ 1, alinéa 5, de la loi du
13 juin 2005 relative aux
communications
électroniques'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot bepaling van de
voorwaarden die gelden voor
de terugbetaling van de
eventuele resterende tegoeden
in het kader van artikelen 11,
§ 7, zesde lid, en 111/2, § 1,
vijfde lid, van de wet van
13 juni 2005 betreffende de
elektronische communicatie'

Le 9 mai 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'déterminant les modalités d'application du remboursement des avoirs éventuels dans le cadre des articles 11, § 7, al. 6 et 111/2, § 1, alinéa 5, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 2 juin 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 juin 2022.

*

Op 9 mei 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de voorwaarden die gelden voor de terugbetaling van de eventuele resterende tegoeden in het kader van artikelen 11, § 7, zesde lid, en 111/2, § 1, vijfde lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 2 juni 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 juni 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'article 11, § 7, de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques' dispose comme suit :

« Les opérateurs de services auxquels des numéros du plan national de numérotation ont été attribués offrent la facilité de portabilité des numéros.

Le Roi fixe, après avis de l'Institut :

1° les modalités de portabilité des numéros, parmi lesquelles la répartition des tâches entre les parties concernées par le transfert dans le cadre duquel le nouvel opérateur pilote le processus et dont le délai d'exécution pour l'activation du transfert de numéro ne peut être supérieur à un jour ouvrable; ce délai peut être intégré dans des prescriptions plus larges portant sur la procédure globale de portage des numéros, compte tenu des dispositions nationales en matière de contrats, de la faisabilité technique et de la nécessité de maintenir la continuité du service fourni à l'utilisateur final qui souhaite porter son numéro, la perte de service fourni à l'utilisateur final pendant la procédure de portage ne pouvant pas dépasser un jour ouvrable ;

2° les obligations des opérateurs de fournir des informations aux utilisateurs finaux concernant la portabilité des numéros ;

3° la méthodologie de détermination des coûts pour l'application de cette facilité et la répartition de ces coûts entre les parties concernées; ces méthodes et règles de répartition des coûts ne peuvent donner lieu à une tarification pour les utilisateurs finaux en matière de portabilité des numéros qui entraînerait des distorsions de la concurrence ou qui dissuaderaient le changement d'opérateur; la tarification entre opérateurs liée à la fourniture de la portabilité des numéros est en outre fonction du coût et aucun frais direct n'est appliqué à l'utilisateur final ;

4° les indemnités dues aux utilisateurs finaux en cas de retard dans l'exécution du transfert.

En cas d'échec de la procédure de portage, l'opérateur cédant réactive le numéro et les services connexes de l'utilisateur final jusqu'à ce que le portage aboutisse. L'opérateur cédant continue à fournir ses services aux mêmes conditions jusqu'à l'activation des services du nouvel opérateur. Les opérateurs dont les réseaux ou ressources en matière d'accès sont utilisés par l'opérateur cédant ou le nouvel opérateur, ou par les deux, veillent à ce qu'il n'y ait pas de perte de service susceptible de retarder les procédures de changement d'opérateur et de portage.

Le nouvel opérateur et l'opérateur cédant coopèrent de bonne foi. Ils ne retardent ni n'utilisent abusivement les procédures de changement d'opérateur et de portage et ils n'effectuent pas le portage d'un numéro et ne procèdent pas à un changement d'opérateur sans le consentement exprès de l'utilisateur final. Les contrats liant l'utilisateur final à l'opérateur cédant prennent automatiquement fin dès que la procédure de changement d'opérateur est menée à terme.

Lorsque cela est techniquement possible, le portage est effectué par activation à distance, sauf demande contraire de l'utilisateur final. Le Roi, sur proposition de l'Institut ou d'initiative, sur avis de l'Institut, peut définir les processus à cet effet.

L'opérateur cédant rembourse, sur demande, tout avoir éventuel au consommateur utilisant des services prépayés. Le remboursement ne peut donner lieu au prélèvement de frais que si le contrat le prévoit. Le cas échéant, le montant des frais est proportionné et en rapport avec les coûts réels supportés par l'opérateur cédant qui propose le remboursement. Le Roi, sur proposition de l'Institut ou d'initiative, sur avis de l'Institut, peut déterminer les modalités d'exécution des obligations de cet alinéa ».

L'article 111/2, § 1^{er}, de la même loi dispose pour sa part comme suit :

« Le Roi fixe, après avis de l'Institut, les modalités d'application lorsqu'un abonné abandonne un service de communications électroniques accessible au public autre qu'un service de communications interpersonnelles non fondé sur la numérotation d'un opérateur pour obtenir un service de communications électroniques accessible au public autre qu'un service de communications interpersonnelles non fondé sur la numérotation chez un autre opérateur.

Ces règles portent notamment sur :

1° la répartition des tâches pour le changement d'opérateur entre les parties concernées, dans le cadre duquel le nouveau fournisseur mène le processus ;

2° les méthodes techniques, les délais d'exécution et les obligations de fourniture d'informations que les opérateurs concernés doivent appliquer ;

3° la méthode de détermination des coûts pour le changement d'opérateur et la répartition de ces coûts entre les parties concernées ;

4° les indemnités dues aux abonnés en cas de retard dans l'exécution du changement d'opérateur ou de non-présentation à un rendez-vous de service et d'installation ; et

5° les obligations des opérateurs de fournir des informations aux abonnés.

Les règles garantissent la continuité du service pendant le processus de changement d'opérateur, sauf si cela est techniquement impossible. Le nouvel opérateur veille à ce que l'activation du service ait lieu dans les plus brefs délais possibles, à la date et au créneau horaire expressément convenus avec l'utilisateur final. L'opérateur cédant continue à fournir son service aux mêmes conditions jusqu'à ce que le nouvel opérateur active son service. La perte de service éventuelle pendant la procédure de changement d'opérateur ne dépasse pas un jour ouvrable.

Le nouvel opérateur et l'opérateur cédant coopèrent de bonne foi. Ils ne retardent ni n'utilisent abusivement les procédures de changement d'opérateur et de portage. Les contrats liant l'utilisateur final à l'opérateur cédant prennent automatiquement fin dès que la procédure de changement d'opérateur est menée à terme.

L'opérateur cédant rembourse, sur demande, tout avoir éventuel au consommateur utilisant des services prépayés. Le remboursement ne peut donner lieu au prélèvement de frais que si le contrat le prévoit. Le cas échéant, le montant des frais est proportionné et en rapport avec les coûts réels supportés par l'opérateur cédant qui propose le remboursement. Le Roi, sur proposition de l'Institut ou d'initiative, sur avis de l'Institut, peut déterminer les modalités d'exécution des obligations de cet alinéa ».

Au regard des habilitations conférées au Roi par les articles 11, § 7, alinéa 6, et 111/2, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 13 juin 2005, l'arrêté en projet appelle les observations suivantes.

2.1. L'article 1^{er} du projet exclut de la notion d'« avoir éventuel » et, par conséquent, du champ d'application du régime qu'il met en place, les « forfaits prépayés donnant droit à un forfait de minutes d'appel ou de données pour une certaine période ».

Le rapport au Roi ne contient aucune explication à ce propos et mentionne uniquement que sont exclus « les forfaits prépayés ou les crédits de fidélités offerts en prime ».

Or, aucune des deux dispositions législatives auxquelles l'arrêté en projet entend procurer exécution ne prévoit une telle exclusion.

Ceci étant, dès lors que, par ces deux dispositions, le Roi n'est pas tenu de déterminer les modalités de remboursement des « avoirs éventuels » mais est seulement autorisé à le faire, la circonstance que « pour [son] application », l'arrêté en projet exclut de la notion d'« avoir éventuel » les « forfaits prépayés donnant droit à un forfait de minutes d'appel ou de données pour une certaine période », n'a pas pour effet de rendre les articles 11, § 7, alinéa 6, et 111/2, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 13 juin 2005 inapplicables à ces avoirs. Cette circonstance n'a et ne peut avoir qu'une conséquence : rendre les modalités prévues par l'arrêté en projet inapplicables à ces forfaits.

Dès lors, l'article 1^{er}, 2^o, du projet a pour seul effet que, pour les « forfaits prépayés donnant droit à un forfait de minutes d'appel ou de données pour une certaine période », aucune modalité de remboursement ne sera rendue obligatoire envers les opérateurs, ceux-ci étant uniquement tenus au respect des règles prévues par les dispositions législatives précitées.

Il en résulte une différence de traitement entre deux catégories de consommateurs ou d'abonnés : d'une part, ceux qui, lors du changement d'opérateur, disposent d'un « crédit non expiré effectivement rechargé via une transaction financière pour utiliser les services de l'opérateur, qu'il s'agisse de crédit d'appel, de données ou de SMS » et, d'autre part, ceux qui disposent de « forfaits prépayés donnant droit à un forfait de minutes d'appel ou de données pour une certaine période ».

L'auteur du projet doit être en mesure de justifier raisonnablement cette différence de traitement, et le rapport au Roi sera utilement complété à cet effet.

À défaut, l'arrêté en projet sera fondamentalement revu.

2.2. L'article 6 du projet impose à l'abonné d'introduire sa demande de remboursement dans un délai d'un mois à compter du jour du transfert définitif de son numéro. À défaut de ce faire, l'abonné perdra son droit au remboursement.

Or, les articles 11, § 7, alinéa 6, et 111/2, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 13 juin 2005 prévoient que « l'opérateur cédant rembourse, sur demande, tout avoir éventuel au consommateur utilisant des services prépayés ». Ces dispositions habilitent uniquement le Roi à déterminer les modalités d'exécution des obligations imposées aux opérateurs.

En prévoyant que, si l'abonné introduit sa demande au-delà d'un délai d'un mois, l'opérateur n'est plus obligé de procéder au remboursement, la disposition à l'examen excède les limites de l'habilitation faite au Roi et organise la mise à néant d'un droit conféré à l'abonné par le législateur.

L'article 6, ou à tout le moins la seconde phrase de cet article, sera donc omis.

2.3. L'article 8 est rédigé comme suit :

« Le montant des frais administratifs de traitement de la demande de remboursement dus par l'abonné est fixé à maximum 5 euros ».

Dès lors que les articles 11, § 7, alinéa 6, et 111/2, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 13 juin 2005 prévoient que « [...] le montant des frais est proportionné et en rapport avec les couts réels supportés par l'opérateur cédant qui propose le remboursement », il appartient à l'auteur du projet d'être en mesure d'établir qu'il est exclu, dans la réalité des faits, que des frais exposés par l'opérateur et qui seraient pourtant et effectivement « proportionnés et en rapport avec les couts réels », puissent dépasser un montant de cinq euros.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Conformément à l'article 6 de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative', la réalisation d'une analyse d'impact de la réglementation, telle que mentionnée à l'alinéa 6, n'est pas requise préalablement à l'adoption de l'arrêté en projet. Elle est facultative.

Par ailleurs, le dossier communiqué à la section de législation ne contient pas une telle analyse d'impact.

L'alinéa 6 sera donc omis.

DISPOSITIFArticle 1^{er}

La notion de « loi du 13 juin 2005 » n'est employée dans aucune des dispositions de l'arrêté en projet.

Il n'y a donc pas lieu de la définir et le 1^o sera omis.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Artikel 11, § 7, van de wet van 13 juni 2005 ‘betreffende de elektronische communicatie’ luidt als volgt:

“De operatoren van diensten aan wie nummers uit het nationale nummerplan werden toegewezen, bieden de faciliteit nummeroverdraagbaarheid aan.

De Koning bepaalt na, advies van het Instituut:

1° de nadere regels inzake nummeroverdraagbaarheid, waaronder de verdeling van de taken tussen de bij de overdracht betrokken partijen waarbij de ontvangende operator het proces leidt en waarbij de uitvoeringstermijn voor activering van de nummeroverdracht niet langer mag zijn dan één werkdag; deze termijn kan geïntegreerd worden in ruimere voorschriften in verband met het totaalproces voor het overdragen van nummers, die rekening houden met de wettelijke bepalingen inzake contracten, de technische haalbaarheid en de gewaarborgde continuïteit van de dienst voor de eindgebruiker die zijn nummer wenst over te dragen, zonder dat de dienst geleverd aan de eindgebruiker tijdens het overdrachtsproces langer dan één werkdag wordt onderbroken;

2° de verplichtingen van de operatoren om informatie te verschaffen aan de eindgebruikers over de nummeroverdraagbaarheid;

3° de methode voor de vaststelling van de kosten voor de toepassing van deze faciliteit en de verdeling van die kosten tussen de betrokken partijen; deze methodes en kostenverdelingsregels mogen niet leiden tot tarieven voor de eindgebruikers in verband met de nummeroverdraagbaarheid die de concurrentie zouden kunnen verstoren of die de verandering van operator ontmoedigen; de prijsstelling tussen operatoren met betrekking tot het aanbieden van nummeroverdraagbaarheid is bovendien op de kosten gebaseerd en de eindgebruiker betaalt geen directe kosten;

4° de vergoedingen die aan de eindgebruikers toekomen in geval van vertraging bij de uitvoering van de overdracht.

Indien het overdrachtsproces mislukt, reactiveert de overdragende operator het nummer en de daarmee verbonden diensten van de eindgebruiker tot de overdracht is gelukt. De overdragende operator blijft zijn diensten onder dezelfde voorwaarden aanbieden tot de diensten van de ontvangende operator geactiveerd zijn. Operatoren van wie de toegangsnetwerken of -faciliteiten door de overdragende of de ontvangende operator, of beiden, worden gebruikt, zorgen ervoor dat er geen dienstonderbreking plaatsvindt waardoor het overstap- en overdrachtsproces vertraging oplopen.

De ontvangende en de overdragende operator werken te goeder trouw samen. Zij veroorzaken geen vertraging of misbruik van de overstap- en overdrachtsprocessen en evenmin dragen zij nummers over of zetten zij eindgebruikers over zonder uitdrukkelijke toestemming van die eindgebruikers. De contracten tussen de eindgebruikers en de overdragende operator worden automatisch opgezegd wanneer het overstapproces is afgerond.

Waar technisch haalbaar zal de provisionering van simkaarten plaatsvinden via herdistributie en gesynchroniseerd worden met de nummeroverdracht. De Koning, op voorstel van het Instituut of op eigen initiatief, na advies van het Instituut, kan hiervoor de processen vastleggen.

Bij vooruitbetaalde diensten betaalt de overdragende operator op verzoek eventueel resterende tegoeden terug aan de consument. Voor restitutie kan slechts een vergoeding worden gevraagd indien dit in het contract is vermeld. Een dergelijke vergoeding is evenredig en staat in verhouding tot de werkelijke kosten die de overdragende operator heeft gemaakt om de restitutie aan te bieden. De Koning, op voorstel van het Instituut of op eigen initiatief, na advies van het Instituut, kan de nadere regels voor de uitvoering van de verplichtingen van dit lid bepalen.”

Artikel 111/2, § 1, van dezelfde wet, zijnerzijds, luidt als volgt:

“De Koning bepaalt, na advies van het Instituut, de nadere regels van toepassing wanneer een abonnee afziet van een andere voor het publiek beschikbare elektronische-communicatiedienst dan een nummeronafhankelijke interpersoonlijke communicatiedienst bij een operator om een andere voor het publiek beschikbare elektronische-communicatiedienst dan een nummeronafhankelijke interpersoonlijke communicatiedienst bij een andere operator te verkrijgen.

Deze regels hebben onder meer betrekking op:

1° de verdeling van de taken voor de overstap tussen de betrokken partijen, waarbij de ontvangende operator het overstapproces leidt;

2° de technische methodes, de uitvoeringstermijnen en de verplichtingen tot het verschaffen van informatie die de betrokken operatoren desbetreffend toepassen;

3° de methode voor de vaststelling van de kosten voor de overstap en de verdeling van die kosten tussen de betrokken partijen;

4° de vergoedingen die aan de abonnees toekomen in geval van vertraging bij de uitvoering van de overstap of bij gemiste onderhouds- en installatieafspraken; alsook

5° de verplichtingen van de operatoren om informatie te verschaffen aan de abonnee.

De regels waarborgen de continuïteit van de dienst tijdens het overstapproces, tenzij dit technisch niet haalbaar is. De ontvangende operator zorgt ervoor dat de dienst zo snel mogelijk wordt geactiveerd op de datum en binnen het tijdsbestek die uitdrukkelijk met de eindgebruiker zijn overeengekomen. De overdragende operator blijft zijn dienst onder dezelfde voorwaarden aanbieden tot de ontvangende operator zijn dienst activeert. Tijdens het overstapproces mag de dienst niet langer dan één werkdag worden onderbroken.

De ontvangende en de overdragende operator werken te goeder trouw samen. Zij veroorzaken geen vertraging of misbruik van de overstap- en overdrachtsprocessen. De contracten tussen de eindgebruikers en de overdragende operator worden automatisch opgezegd wanneer het overstapproces is afgerond.

Bij vooruitbetaalde diensten betaalt de overdragende operator op verzoek eventueel resterende tegoeden terug aan de consument. Voor restitutie kan slechts een vergoeding worden gevraagd indien dit in het contract is vermeld. Een dergelijke vergoeding is evenredig en staat in verhouding tot de werkelijke kosten die de overdragende operator heeft gemaakt om de restitutie aan te bieden. De Koning, op voorstel van het Instituut of op eigen initiatief, na advies van het Instituut, kan de nadere modaliteiten voor de uitvoering van de verplichtingen van dit lid bepalen.”

In het licht van de machtigingen die aan de Koning verleend worden bij de artikelen 11, § 7, zesde lid, en 111/2, § 1, vijfde lid, van de wet van 13 juni 2005, geeft het ontwerpbesluit aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2.1. Bij artikel 1 van het ontwerp wordt bepaald dat “vooruitbetaalde vaste bedragen die voor een bepaalde periode recht geven op een vast aantal belminuten of data” niet onder het begrip “eventueel resterend tegoed” vallen, waardoor ze evenmin binnen het toepassingsgebied vallen van de regeling die daarbij ingesteld wordt.

Het verslag aan de Koning bevat geen enkele uitleg daaromtrent en daarin wordt alleen vermeld dat “vooruitbetaalde vaste bedragen of supplementaire kortingen voor trouwe klanten” uitgesloten zijn.

Geen van beide wetsbepalingen die bij het ontworpen besluit ten uitvoer gelegd worden, voorziet echter in een dergelijke uitsluiting.

Aangezien de Koning er bij die twee bepalingen niet toe gehouden wordt de voorwaarden te bepalen die gelden voor de terugbetaling van “eventueel resterende tegoeden” maar daartoe louter gemachtigd wordt, heeft de omstandigheid dat bij het ontwerpbesluit bepaald wordt dat, “voor de toepassing [er]van”, “vooruitbetaalde vaste bedragen die voor een bepaalde periode recht geven op een vast aantal belminuten of data” niet onder het begrip “eventueel resterend tegoed” vallen, niet tot gevolg dat de artikelen 11, § 7, zesde lid, en 111/2, § 1, vijfde lid, van de wet van 13 juni 2005 niet meer van toepassing zouden zijn op die tegoeden. Die omstandigheid heeft slechts één gevolg en kan ook maar één gevolg hebben: de bij het ontworpen besluit bepaalde nadere regels niet van toepassing verklaren op die vaste bedragen.

Derhalve heeft artikel 1, 2°, van het ontwerp alleen tot gevolg dat, voor “vooruitbetaalde vaste bedragen die voor een bepaalde periode recht geven op een vast aantal belminuten of data”, geen enkele voorwaarde op het stuk van terugbetaling bindend gemaakt zal worden ten aanzien van de operatoren, aangezien zij alleen verplicht zijn de regels na te leven waarin de voornoemde wetsbepalingen voorzien.

Daaruit volgt een verschil in behandeling tussen de twee categorieën van consumenten of abonnees: enerzijds degenen die, bij de overstap naar een andere operator, beschikken over een “niet verlopen tegoed [dat zij] daadwerkelijk [...] opgeladen [hebben] via een financiële transactie om de diensten van de operator te gebruiken, waarbij het kan gaan om beltegoed of een tegoed aan data of sms'en” en anderzijds degenen die kunnen bogen op “vooruitbetaalde vaste bedragen die voor een bepaalde periode recht geven op een vast aantal belminuten of data”.

De steller van het ontwerp moet voor dit verschil in behandeling een redelijke verantwoording kunnen geven en het verdient aanbeveling het verslag aan de Koning daartoe aan te vullen.

Zo niet moet het ontworpen besluit grondig herzien worden.

2.2. Bij artikel 6 van het ontwerp wordt de abonnee ertoe verplicht zijn terugbetalingsaanvraag in te dienen binnen een maand na de dag van definitieve overdracht van zijn nummer. Doet hij dat niet, dan verliest hij zijn recht op terugbetaling.

In de artikelen 11, § 7, zesde lid, en 111/2, § 1, vijfde lid, van de wet van 13 juni 2005 wordt evenwel bepaald dat “bij vooruitbetaalde diensten (...) de overdragende operator op verzoek eventueel resterende tegoeden terug[betaalt] aan de consument”. Bij die bepalingen wordt de Koning er alleen toe gemachtigd de nadere regels te bepalen voor de nakoming van de aan de operatoren opgelegde verplichtingen.

Doordat daarin voorgeschreven wordt dat, als de abonnee zijn aanvraag indient na het verstrijken van een termijn van één maand, de operator niet langer tot terugbetaling verplicht is, gaat de voorliggende bepaling de aan de Koning verleende machtiging te buiten en wordt daarbij een door de wetgever aan de abonnee verleend recht tenietgedaan.

Artikel 6, of op zijn minst de tweede zin van dat artikel, moet dan ook weggelaten worden.

2.3. Artikel 8 luidt als volgt:

“Het bedrag van de administratieve kosten die de abonnee verschuldigd is voor de behandeling van de terugbetalingsaanvraag wordt vastgelegd op maximaal 5 euro.”

Aangezien in de artikelen 11, § 7, zesde lid, en 111/2, § 1, vijfde lid, van de wet van 13 juni 2005 bepaald wordt dat “een dergelijke vergoeding (...) evenredig [is] en (...) in verhouding [staat] tot de werkelijke kosten die de overdragende operator heeft gemaakt om de restitutie aan te bieden”, moet de steller van het ontwerp kunnen aantonen dat het, in werkelijkheid, uitgesloten is dat de door de operator gemaakte kosten, die nochtans daadwerkelijk “evenredig en in (...) verhouding tot de werkelijke kosten” zouden zijn, zouden kunnen oplopen tot meer dan vijf euro.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Overeenkomstig artikel 6 van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’, is het niet verplicht een regelgevingsimpactanalyse zoals vermeld in het zesde lid uit te voeren voordat het ontworpen besluit vastgesteld wordt. Die impactanalyse is immers facultatief.

Bovendien bevat het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, geen dergelijke impactanalyse.

Het zesde lid moet dan ook weggelaten worden.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Het begrip “wet van 13 juni 2005” wordt in geen enkele bepaling van het ontwerpbesluit gebruikt.

Dat begrip behoort dan ook niet gedefinieerd te worden en de bepaling onder 1° moet weggelaten worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles Henri VAN HOVE

Martine BAGUET